

en urgence une « simplification des procédures » de tir contre le loup car « la cohabitation est totalement impossi-

L214 (une association de défense des animaux, NDLR), c'est du pipi de chat. »
Julien COMBELLES

NOUVEAU

OFFRE D'ABONNEMENT INTÉGRAL

Journal papier + numérique 7j/7

39€99/mois

le dauphiné

- Journal papier livré chez vous
 - Accès au Dauphiné Libéré en illimité sur site internet et appli
 - 4 connexions simultanées
 - Accès à l'édition du soir dès 21h30
 - Les éditions locales en numérique dès 5h
- Par prélèvement 39,99 € Au comptant 480 €

Vous pouvez nous contacter par mail : ldsrc@ledauphine.com ou appeler le

0 800 88 70 01 Service & appel gratuits

ou retourner après avoir complété le bulletin ci-dessous à :

Le Dauphiné Libéré, service abonnements - 38913 Veurey Cedex
- Accompagné de votre chèque à l'ordre du Dauphiné Libéré pour un règlement au comptant
- Accompagné du mandat SEPA et de votre RIB pour un règlement par prélèvement

Indiquez vos coordonnées

Nom Prénom
Adresse
C.P. Ville
Tél. Mail

Adresse mail obligatoire pour l'accès numérique

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Le Dauphiné Libéré à envoyer des instructions à votre banque pour débit votre compte, et votre banque à débit votre compte conformément aux instructions de Le Dauphiné Libéré. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Identifiant créancier SEPA : **FR9822393812** Créancier : **Le Dauphiné Libéré**
Adresse : **650, route de Valence** Code postal : **38913** Ville : **Veurey Cedex** Pays : **France**

Référence unique du mandat :

Débitéur : Votre nom :
Votre Adresse :
Code postal : Ville : Pays :

IBAN :
BIC : Paiement : Récurrent/Répétitif Ponctuel
A : Le :
Signature :

Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Veillez compléter tous les champs du mandat.

La bataille pour obtenir des réacteurs de nouvelle génération dans la Drôme

Le chef de l'État a confirmé, jeudi, que six réacteurs de nouvelle génération de type EPR 2 vont être construits d'ici 2050. Huit autres pourraient être envisagés par la suite. « Nous procéderons par paliers », a-t-il précisé. Le site du Tricastin est candidat pour accueillir deux des six EPR 2, en concurrence avec le site du Bugey (Ain). Des rencontres ont été organisées au plus haut niveau, que ce soit avec le gouvernement et avec EDF, pour plaider les arguments de cette candidature. Le foncier est notamment déjà réservé au nord du site d'Orano à Pierrelatte. « On va attendre que les études techniques soient finalisées mais on reste mobilisés », indique Célia de Lavergne, députée LREM de la

3^e circonscription de la Drôme. « Je reste convaincue que l'accueil des deux EPR en Tricastin est une formidable chance pour le territoire », complète Marie-Pierre Mouton, présidente LR du Département de la Drôme. Avec d'autres élus, notamment du Gard, ils avaient pu montrer leur unité sur ce dossier, à l'automne dernier, lors du déplacement du patron d'EDF à Tricastin. Cette « mobilisation transpartisane » est, selon eux, une véritable force pour convaincre l'État de choisir Tricastin, alors que les quatre autres réacteurs seraient construits à Penly (Seine-Maritime) et Gravelines (Nord). La décision devrait intervenir après l'élection présidentielle, plus précisément cet été.

R.C.

L'INFO EN +

Les chiffres-clés du nucléaire dans la Drôme

Dans la Drôme, la centrale nucléaire du Tricastin (Saint-Paul-Trois-Châteaux), possède quatre réacteurs de 900 mégawatts qui fonctionnent depuis 1980-1981. En 2021, elle a produit 23,79 TWh (térawatts/heure) d'électricité, ce qui couvre les besoins de près de 5,2 millions de foyers français pour une année. Selon les derniers chiffres de l'Insee, la centrale génère « 2770 emplois directs, indirects ou induits, source de revenus pour 7340 personnes ». Il y a également, juste à côté, le site d'Orano (ex-Areva) qui convertit et enrichit l'uranium, combustible pour les centrales (cela représente 5000 emplois, 2500 directs).

Les chiffres-clés du nucléaire en Ardèche

En Ardèche, la centrale nucléaire de Cruas-Meysse possède quatre réacteurs de 900 mégawatts qui fonctionnent depuis 1984-85. En 2021, elle a produit 21,7 TWh (térawatts/heure) d'électricité, ce qui représente 5 % de la production nucléaire française. Selon les derniers chiffres de l'Insee, la centrale génère « 2770 emplois directs, indirects ou induits, source de revenus pour 7260 personnes ».

Criirad : « On ne peut pas faire confiance au nucléaire »

« Cette confiance aveugle envers l'industrie nucléaire nous fait courir des risques disproportionnés. » Au lendemain des annonces du président de la République, la réaction du directeur du laboratoire de la Criirad* et ingénieur en physique nucléaire, Bruno Chareyron, est vive.

« Annoncer que le développement du nucléaire renforce l'indépendance énergétique de la France est faux. Le nucléaire provient de l'uranium qui vient de l'étranger, notamment du Niger. Associé à la production de déchets radioactifs, dont on ne sait comment les gérer, tout cela est déraisonnable », dénonce Bruno Chareyron. Qui insiste : « Il y a aujourd'hui, au Niger, 50 millions de tonnes de résidus radioactifs à l'air libre, que la société Orano ne sait pas gérer. Idem en France sur le site des Bois-Noirs, à la frontière de la Loire et de l'Allier. »

Le directeur du laboratoire Criirad poursuit : « Le problème des déchets du combustible nucléaire en eux-mêmes n'est pas non plus résolu. Annoncer cette grande relance du nucléaire, c'est poursuivre une course en

avant, sans se préoccuper des responsabilités ni de l'éthique. »

« Est-il raisonnable d'investir autant de dizaines de millions dans une technologie dont on n'est pas sûr ? »

Bruno Chareyron soulève aussi « le problème de la sûreté nucléaire ». Et assure : « On ne peut pas faire confiance aux industriels du nucléaire », évoquant le scandale du Creusot en 2017, « où une société a fabriqué des pièces métalliques non conformes en termes de résistance mécanique, et a produit de faux certificats de conformité. Ces derniers temps, de plus en plus de salariés du nucléaire, ingénieurs, cadres de haut niveau, nous font part de leurs inquiétudes, nous indiquant qu'EDF n'est plus en capacité d'assurer la sécurité. » Et de citer l'exemple du chantier du réacteur EPR à Flamanville (Manche) « qui va mettre plus de 16 ans pour être construit, avec des défauts de concept du béton, des soudures, des problèmes de qualité de la cuve ».

Pour Bruno Chareyron, « annoncer la construction de six



En 2019, après la catastrophe nucléaire de Fukushima survenue en 2011, Bruno Chareyron avait reçu le Premier ministre japonais au laboratoire de la Criirad à Valence. Archives photo Le DL/Fabrice ANTÉRION

EPR modèle 2 en France avec une première phase en 2028 pour une mise en service en 2035 pose des problèmes de délais de réalisation. Est-il raisonnable d'investir autant de dizaines de millions dans une technologie dont on n'est pas sûr ? » Le directeur du laboratoire Criirad s'interroge sur l'estimation du coût en cas de catastrophe nucléaire.

Quant à la prolongation de la durée de vie des réacteurs, Bruno Chareyron évoque des problèmes de résistance mécanique des cuves. Et rappelle que l'IRSN (Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire) a déploré qu'EDF n'ait pas réévalué la résistance au séisme sur le site du Tricastin, après l'événement du Teil en 2019, ni proposé de réponse en cas de chute d'avion sur une centrale.

ment du Teil en 2019, ni proposé de réponse en cas de chute d'avion sur une centrale.

Frédérique FAYS

* La Criirad est la commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, installée à Valence et créée au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986.

BC03 A

JMC

DR002 - V2

02 07A-07B-26A-26C-26D

P2 T5 C6 PA adM3